

DECISION DU MAIRE (02/2026)

Madame le Maire,

Vu le Code Général des collectivités Territoriales, notamment son article L 2122-22-16° permettant au maire, par délégation du Conseil Municipal, d'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal,

Vu la délibération n° 1 du 09 juin 2020, par laquelle le Conseil Municipal a délégué au Maire la possibilité de prendre des décisions en vertu de l'article L 2122-22-16° susvisé, notamment d'intenter au nom de la commune, devant toutes les juridictions administratives et judiciaires, les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants ;

Vu le Code de Justice administrative,

Vu le rejet implicite par la commune de Vouvray du recours gracieux notifié le 24 septembre 2025 par Maître Théodore CATRY - pour le compte de M. Philippe RAIMBAULT - aux fins d'annulation de l'arrêté du 22 juillet 2025 portant opposition à la déclaration préalable n° 037 281 25 00063,

Vu la notification en date du 29 janvier 2026 par le Tribunal Administratif d'Orléans d'un recours contentieux par Maître Théodore CATRY - pour le compte de M. Philippe RAIMBAULT - aux fins d'annulation d'une part, de l'arrêté du 22 juillet 2025 portant opposition à la déclaration préalable n° 037 281 25 00063, et d'autre part, du rejet implicite du recours gracieux,

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la commune par l'intermédiaire d'un avocat,

Décide :

Article 1 :

La SELARL CASADEI-JUNG (45000 ORLEANS) est désignée pour représenter les intérêts de la Commune de Vouvray dans l'affaire l'opposant à M. Philippe RAIMBAULT.

Article 2 : La présente décision fera l'objet d'une communication au Conseil Municipal.

Fait à Vouvray, le 03 février 2026.



Le Maire,

Brigitte PINEAU

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif d'Orléans, 28, rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans Cedex 1, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).